

MLC facilities

7 rue Alexander Fleming

21121 Ahuy

contact@mlc-facilities.fr



DIRECTION INTERRÉGIONALE DES SERVICES PÉNITENTIAIRES

Département des Affaires Immobilières de Dijon

72A rue d'Auxonne

BP 13331

21033 DIJON

Centre Détention de Châteaudun

D955 Rte d'Orléans

28200 Châteaudun

Travaux de mise en conformité accessibilité (AD'AP)

Cahier des Clauses Techniques Particulières

CCTP Lot 2 : SERRURERIE - MÉTALLERIE

MENUISERIES INTÉRIEURES / EXTÉRIEURES / MOBILIER

SIGNALISATION

SOMMAIRE

1	PRÉSENTATION	4
1.1	OBJET DU MARCHÉ	4
1.2	INTERVENANTS	4
1.3	CONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.4	SOUS TRAITANCE	5
1.5	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	5
1.6	NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES	5
1.7	PIÈCES PARTICULIÈRES	5
1.8	DÉPENSES DIVERSES	5
1.9	RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :	6
2	OBSERVATIONS GÉNÉRALES	7
2.1	ÉTENDUE DES TRAVAUX	7
2.2	SITE OCCUPÉ	7
2.3	ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT	7
2.4	OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR	8
2.5	COORDINATION	8
2.6	CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE	9
2.7	RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE	9
3	ORGANISATION DU CHANTIER	10
3.1	PERSONNEL ET RESPONSABLE	10
3.2	RENDEZ-VOUS DE CHANTIER	10
3.3	COMPTE RENDU DE CHANTIER	10
3.4	ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE	10
3.5	HYGIÈNE ET SÉCURITÉ	10
3.6	NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES	11
3.7	ÉVACUATION DES DÉCHETS	12
3.8	CAROTTAGE	12
3.9	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	12
3.10	OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION	12
3.11	ESSAIS ET RÉCEPTIONS	12
3.12	LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA	13
4	TRAVAUX PRÉPARATOIRES	14
4.1	PRÉPARATION DE CHANTIER :	14
4.2	INSTALLATION D'UNE BASE VIE	14
4.3	ÉTUDES D'EXÉCUTION :	14
4.4	DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS	14
4.5	NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS	15
4.6	CONSTAT CONTRADICTOIRE	15
5	DESCRIPTION DES OUVRAGES	16
5.1	DÉCONNEXION/NEUTRALISATION/DÉPOSE	16
5.2	FOURNITURE ET POSE DE GARDE-CORPS ET MAINS COURANTES	16
5.3	CRÉATION DE SAS DE SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA POUSSIÈRE	17
5.4	PORTES – HUISSERIES	18
5.4.1	Bloc porte RIEP	18
5.4.2	Menuiserie intérieure bois	18
5.4.3	Menuiserie intérieure bois double action	19
5.4.4	Inversion du sens d'ouverture d'une porte	19
5.4.5	Serrure DENY	19
5.4.6	Mise en œuvre d'une poignée de fenêtre à 1,30 m	20
5.4.7	Œilletons de sécurité	20
5.5	DIVERS	20
5.5.1	Dépose et repose des boîtes aux lettres à 1.3m	20
5.5.2	Tablette rabattable	20
5.6	FOURNITURE, FIXATION DE PARAVENT PERFORÉ RIEP OU ÉQUIVALENT	21
6	MOBILIER	22
6.1	MOBILIER DE LITS	22

6.2	MOBILIER BUREAU SUR MESURE	22
6.3	BULLE MIROIR D'ANGLE	22
7	SIGNALISATION DE REPÉRAGE ET BANDE D'ÉVEIL À LA VIGILANCE	23
7.1	SIGNALISATION DE REPÉRAGE NEZ DE MARCHE ET CONTREMARCHE DE LA 1ERE ET DERNIÈRE MARCHE.....	23
7.2	BANDE D'APPEL A VIGILANCE.....	23
7.3	FOURNITURE ET POSE DE BANDES DE SIGNALISATION SUR ESCALIERS.....	23
7.4	MISE EN ŒUVRE DE BANDES DE GUIDAGE	24
7.5	NETTOYAGE AU FIL DE L'EAU	24

1 PRÉSENTATION

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent document a pour objet le descriptif des travaux de mise en conformité accessibilité PMR (AD'AP) du Centre Détention Châteaudun D955 Rte d'Orléans CHÂTEAUDUN.

Plus particulièrement concernant le lot serrurerie, métallerie, menuiseries intérieure et extérieures, mobilier, signalisation de repérage, bande de vigilance :

- Dépose des garde-corps et mains courantes
- Fourniture et pose de garde-corps - main courante
- Fourniture et pose de porte et grille barreaudée - déplacement de grille barreaudée
- Dépose et repose des boîtes aux lettres ht entre 0,90 et 1,30m
- Pose d'huissierie et blocs portes
- Reprise de cloisons complémentaires
- Pose de patères
- Fourniture et pose de mobiliers (lits, armoires, bancs...)
- Signalisation de repérage - nez de marche et contremarche 1ère et dernière marche
- BEV - bande d'éveil à la vigilance (BEV incrustée dans le revêtement de sol par fixations mécaniques)

1.2 INTERVENANTS

Désignation	Intervenants	Contact
Maître d'ouvrage	Direction interrégionale des services pénitentiaires 72A rue d'Auxonne BP13331 21033 DIJON	Ludovic BARRAULT ludovic.barrault@justice.fr
Exploitant	Centre de Détention Châteaudun – D955 Rte d'Orléans - Châteaudun	John RESSE john.resse@justice.fr
Maître d'œuvre	MLC FACILITIES 7 rue A. Fleming – 21121 AHUY	Mathias LOICHOT ✉ moe@mlc-facilities.fr
Bureau de Contrôle	Bureau Veritas Bât D 4 Rue Blaise Pascal 28000 CHARTRES	Edouard Le-Goff edouard.le-goff@bureauveritas.com
CSPS	Présents 22 rue Edouard Nieuport 92150 Suresnes	Roxane LATOUR r.latour@presents.fr

1.3 CONNAISSANCE DES LIEUX

Le titulaire du présent marché et ses éventuels sous-traitants sont tenus de connaître les lieux et ne sauraient se prévaloir ultérieurement d'une connaissance insuffisante du site et de tous les éléments locaux existants tels que nature des sols, moyens d'accès, sécurité, état des installations existantes, etc.

Sauf avis contraire du règlement de consultation, la visite est obligatoire (se reporter au règlement de consultation pour les modalités de visite).

1.4 SOUS TRAITANCE

La sous-traitance d'une partie de lot n'entrant pas dans la compétence de l'entreprise est soumise à l'agrément préalable du Maître de l'Ouvrage, qui le notifie à la Maîtrise d'œuvre. Elle ne dégage pas l'Entrepreneur de sa responsabilité de l'ensemble des travaux.

1.5 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

L'Entrepreneur doit des ouvrages offrant une parfaite finition et reste seul responsable de l'exécution des travaux inclus dans le présent lot, ainsi que leur tenue dans le temps. Dans son offre, l'Entrepreneur aura prévu la totalité des équipements nécessaires au bon fonctionnement de ses installations. Chaque entreprise doit son propre nettoyage et l'évacuation des gravats aux décharges publiques. Les Entrepreneurs ne pourront se prévaloir d'erreur ou d'omission dans le présent cahier des charges pour proposer ou exécuter une prestation incomplète et non conforme aux règles de l'Art et différents règlements et avis techniques. Dans tous les cas, l'interprétation finale appartiendra à la Maîtrise d'œuvre.

1.6 NORMES, RÈGLEMENTS ET AVIS TECHNIQUES

Les travaux devront, pour tous les intervenants, être exécutés conformément aux textes officiels, normes, règlements, DTU, préconisations des fabricants, avis techniques et règles de l'Art en vigueur.

Il sera fait application des textes suivants (liste non exhaustive) :

- Le R.E.E.F. du C.S.T.B ainsi que les DTU et ses mises à jour à la date du marché.
- Le règlement d'accessibilité & de sécurité contre l'incendie dans les établissements recevant du public.
- Le code du travail, et notamment en ce qui concerne la sécurité des accès et d'entretien du matériel.
- Tous les appareils installés seront soumis à la norme française en vigueur ainsi qu'aux normes et directives européennes en vigueur.

1.7 PIÈCES PARTICULIÈRES

Le présent dossier de consultation des entreprises est, pour la partie technique, composé :

- Du présent CCTP,
- D'une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire,
- D'un cahier de plans et de phasage des travaux,

1.8 DÉPENSES DIVERSES

Les frais occasionnés par la consommation d'eau et d'électricité pour les besoins du chantier seront à la charge de l'Exploitant.

1.9 RÉGLEMENTATION PÉNITENTIAIRE APPLICABLE ET LEXIQUE :

- Arrêté du 29 décembre 2016 relatif à l'accessibilité des établissements pénitentiaires existants aux personnes handicapées
- Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle
- Circulaire de la DAP n° 700020 du 12 janvier 2007 relative à l'application de l'arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle

DAP - Direction de l'Administration Pénitentiaire :

Placée sous l'autorité du garde des Sceaux depuis 1911, l'administration pénitentiaire est l'une des cinq directions du ministère de la Justice.

PEP :

Poste d'Entrée Principal ou Porte d'Entrée Principale

PCI :

Poste de Centralisation de l'Information

Greffe :

À l'entrée en détention, le passage au greffe permet la prise de mesures anthropométriques (photo et empreintes), le dépôt des affaires personnelles et l'enregistrement du dossier

Visiteurs :

Tout individu ne faisant pas partie du personnel, visiteurs, avocats, familles, bénévoles, intervenants d'associations qui rencontrent les détenus

PMR & UFR :

Personne à Mobilité Réduite et Usager en Fauteuil Roulant

Centres de détention (CD)

Un centre de détention est un établissement qui reçoit les détenus condamnés en général à plus de deux ans de prison mais qui présentent les perspectives de réinsertion sociale les meilleures.

SAS ou Effet de SAS :

Ce sont les deux portes d'un sas qu'on ne peut ouvrir qu'alternativement, jamais les deux à la fois. Système de franchissement verrouillable ou déverrouillable à distance selon le besoin des mouvements de détenus

2 OBSERVATIONS GÉNÉRALES

L'ensemble des spécifications et prescriptions techniques définies ci-après s'applique pour l'ensemble des articles des présents CCTP-DPGF. Les compléments descriptifs au sein de chaque article viennent en complément de ces prescriptions.

L'entreprise devra donc incorporer dans son prix unitaire de chaque article les prestations décrites ci-après. Sauf stipulations expresses au présent descriptif, les travaux seront conformes à l'ensemble des règles, D.T.U, cahiers des charges du C.S.T.B, normes en vigueur à la signature des marchés, ainsi qu'à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur applicables à l'Ouvrage objet du présent CCTP.

2.1 ÉTENDUE DES TRAVAUX

D'une manière générale, l'entrepreneur doit la réalisation de tous les ouvrages tels qu'indiqués aux plans et au présent CCTP. Il doit également tous les travaux qui, bien que non explicitement décrits, découleraient d'une façon logique des prestations dues ainsi que la mise en œuvre de tous les ouvrages et accessoires nécessaires à la bonne finition de ses travaux.

Tout travail produisant un bruit important fera objet de coordination avec l'équipe de maîtrise d'œuvre, le maître d'ouvrage et le CSPS. L'Entrepreneur est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par les connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier. Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

2.2 SITE OCCUPÉ

L'entreprise est tenue de se faire confirmer auprès de la maîtrise d'œuvre et du maître d'ouvrage, toutes les informations concernant le phasage des travaux, le balisage, les barrières délimitant les zones publiques, des zones de chantier.

Les travaux seront réalisés en site occupé. Toutes les dispositions devront être prise pour permettre l'exploitation de l'établissement, en limitant les nuisances et en maintenant l'établissement en sécurité. Il est entendu que tout ou partie des travaux pourront s'exécuter en horaires décalés.

Étant donné la sensibilité de l'établissement, le Maître d'Ouvrage pourra décaler une intervention si cela s'avère nécessaire, pour la sécurité du site.

Les plans d'exécution devront être visés par la maîtrise d'œuvre, et le bureau de contrôle, avant toute intervention.

L'entreprise devra un nettoyage quotidien.

Les références techniques du matériel proposé par le présent lot devront être visées par la maîtrise d'œuvre avant toute commande.

Sauf livraisons encombrantes, à ce jour, les véhicules ne pourront pas rentrer dans l'enceinte de la maison d'arrêt.

Les travaux préparatoires se feront dans les sous-sols ou à l'extérieur de la maison d'arrêt (zone neutre).

2.3 ACCÈS À L'ÉTABLISSEMENT

L'entreprise devra présenter une liste du personnel susceptible d'intervenir dans l'établissement dès que possible.

L'accès de chaque intervenant est soumis à l'approbation du chef d'établissement. Ainsi, préalablement à chaque intervention, l'entreprise fournira :

- L'identité de chaque intervenant
- La lecture et l'approbation du cadre de sûreté et de ses annexes
- La nature des prestations à réaliser
- L'inventaire écrit complet des trousseaux à outils et des matériels à faire entrer dans l'établissement
- Les véhicules n'auront pas accès à l'intérieur de l'établissement, sauf cas exceptionnel de livraison / évacuation de matériels. Pour ce faire, la carte grise devra être fournie préalablement dans les mêmes délais.

Si l'accès du personnel est renouvelable concernant son identité, la partie matérielle est à renseigner dans une fiche d'intervention chaque semaine, en prenant en compte que la première demande pourra être validée sous deux semaines.

Les plannings de coupure de réseaux, de livraison, ou d'intervention exceptionnelle seront fournis dans les mêmes délais.

À noter que dans ce type d'établissement la sécurité de tous est prioritaire, le maître d'ouvrage et plus particulièrement le chef d'établissement pourra décider d'annuler ou décaler n'importe quelle tâche ou intervention. Ces dispositions sont réputées incluses dans l'offre de l'entreprise.

2.4 OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément au Dossier de Consultation des Entreprises.

L'Entrepreneur est tenu, pour la remise de son prix forfaitaire, en fonction de son bordereau de prix descriptif, de lire très attentivement toutes les dispositions des articles du CCTP tous corps d'état qui sont applicables au présent lot.

Il devra remettre un prix forfaitaire comprenant, outre ce qui est décrit dans les bordereaux de prix descriptifs, tout le matériel, les fournitures, les ouvrages de toutes nature et la main d'œuvre pour livrer un ouvrage entièrement terminé quant à sa partie spécialisée et décrit dans son lot.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, l'entrepreneur devra se renseigner auprès du MOA pour tout ce qui lui paraît douteux ou incomplet.

Il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix et signalera ces points sur la plateforme de dématérialisation en phase consultation, dans les délais impartis, afin que le nécessaire soit fait pour modifier le DCE le cas échéant.

Il est spécifié que le prix remis par l'Entrepreneur devra être invariable et qu'il ne pourra arguer d'une omission ou erreur, soit au bordereau de prix, descriptif ou autres pièces, soit de sa part, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, ou pour se dispenser d'exécuter un ouvrage de sa spécialité nécessaire pour la finition parfaite et la stabilité des existants selon les règles de l'art des travaux projetés.

Dans la description qui va suivre, le Maître d'Œuvre s'est efforcé de renseigner l'Entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif.

2.5 COORDINATION

Une parfaite collaboration devra exister avec l'ensemble des compagnons, co-traitants, et sous-traitants éventuels. Les informations quant à l'étendue des travaux précités seront données pendant la phase chantier. L'Entrepreneur devra vérifier toutes les cotes et implantations sur le chantier, pour toutes les réservations et fixations nécessaires.

L'Entrepreneur sera seul responsable des erreurs qu'il aurait constatées et non dénoncées aux intéressés, ainsi que les modifications qu'entraîneraient pour lui ou pour un quelconque corps d'état un oubli ou l'inobservation de cette clause.

2.6 CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE

À Compter de la remise de l'ordre de service, et de la première réunion de démarrage et de préparation, l'Entrepreneur doit s'assurer de l'état des ouvrages sur lequel il doit œuvrer. Toutes dispositions non conformes aux prescriptions de son marché ou plans seront précisées par écrit à la maîtrise d'œuvre.

Tous les appareillages seront fixés à l'aide de vis INOX inviolables. L'outil adapté sera fourni à l'établissement.

Note : dans certaines zones les plafonds métalliques sont solidarisés, ils devront être remis à l'état initial à l'issue des travaux

Une attention particulière sera portée aux nuisances sonores et aux poussières (sas de protection, polyane, linge humide ect...).

2.7 RESPONSABILITÉ DE L'ENTREPRISE

En toutes circonstances, l'Entrepreneur demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés lors de l'exécution de ses travaux, résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

Pendant l'ensemble de la durée des travaux, l'entreprise sera responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient aux entrepreneurs responsables des lieux, des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations.

En outre, les entrepreneurs devront, avec toutes les précautions nécessaires, le déplacement et le stockage à l'intérieur de l'établissement (à un emplacement déterminé par le Maître d'Œuvre en accord avec le Chef d'établissement) du mobilier, le démontage et le stockage des stores, rideaux, luminaires, etc...leurs protections, leur nettoyage lors du remontage, de la repose ou de la remise en place.

Ils sont tenus de remettre en état ou de réparer ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf leurs recours éventuels contre tout tiers responsable, le Maître d'Ouvrage demeurant en toute hypothèse, complètement étranger à toutes contestations ou répartitions des dépenses. Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Aucune indemnité ne peut être allouée aux entrepreneurs pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entrepreneurs doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaire pour le Maître d'Ouvrage.

3 ORGANISATION DU CHANTIER

3.1 PERSONNEL ET RESPONSABLE

L'Entreprise doit nommer un responsable de projet ainsi qu'un suppléant qui reste informé de toutes les phases du montage.

Le responsable du chantier assiste à toutes les réunions de chantier. L'Entreprise maintient sur le chantier un chef responsable qui est continuellement présent sur le site pendant les heures de travail.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement de l'une ou de ces deux personnes s'il estime que leur travail ne donne pas satisfaction.

Le personnel responsable doit faciliter la visite du chantier par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Œuvre, sur simple demande de ceux-ci.

3.2 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Un rendez-vous général de chantier aura lieu à une fréquence définie par le Maître d'œuvre en fonction de la nécessité, au jour et à l'heure qui seront arrêtés d'un commun accord à l'ouverture du chantier.

Il est obligatoire et tous les Entrepreneurs sont tenus d'y assister ou de s'y faire représenter par un Conducteur de Travaux qualifié et permanent, ayant pouvoir de décision.

Tout Entrepreneur absent sans raison valable et sans autorisation préalablement fournie par le Maître d'Œuvre supportera une pénalité sur le montant de son Marché, par absence.

Ces pénalités seront comptabilisées par le Maître d'Œuvre à chaque rendez-vous et la déduction sera automatiquement appliquée sur les comptes définitifs de fin de chantier.

3.3 COMPTE RENDU DE CHANTIER

Les rendez-vous de chantier feront l'objet de procès-verbaux établis et diffusés à l'Entreprise par le Maître d'Œuvre.

Ces comptes-rendus, numérotés, prennent un caractère contractuel et devraient éviter toutes correspondances parallèles.

Le titulaire du présent lot devra veiller à faire figurer au compte-rendu de chantier toutes les modifications apportées au CCTP et toutes les observations qui pourraient servir à la conduite ou aux règlements ultérieurs de travaux.

3.4 ORGANISATION – AIRE DE STOCKAGE

Les aires de stockage seront impérativement implantées sur les zones qui seront réservées à cet effet. Aucun stockage de matériel ne sera admis en dehors des zones où il est prévu d'être installé.

Dans tous les cas, celui-ci devra être fait de façon à ne pas perturber l'exploitation du site.

Les délais d'intervention pour le présent lot sont consignés dans le planning de l'opération, tout dépassement de ces délais entraînerait l'application des pénalités prévues au CCAP.

3.5 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET DE SANTÉ DES TRAVAILLEURS

L'opération est soumise à l'observation de la réglementation en matière de sécurité et de santé des travailleurs.

Chantiers de bâtiment et de génie civil « d'entretien usuel » :

Le décret n° 92-158 du 20 février 1992 complétant le code du travail et fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité est applicable. Il prévoit l'établissement d'un plan de prévention.

Chantiers de bâtiment et de génie civil dits « clos et indépendants » :

Le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, pris en application de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 est applicable.

L'entreprise tiendra compte de l'intervention et des prescriptions éventuelles du coordinateur santé-sécurité, en application des textes précités.

ÉVALUATION DES RISQUES POUR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS

En cas de présence de plomb, d'amiante ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur devra prendre toutes les précautions nécessaires afin d'assurer la protection des travailleurs, conformément notamment :

- Au décret n° 2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs (article L230-2 du code du travail). Applicable à partir du 8 novembre 2002.
- A la circulaire n° 6 DRT du 18 avril 2002 – application du décret n° 2001-1016 portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.
- L'entreprise doit s'informer auprès du chef d'établissement en se faisant remettre notamment la fiche récapitulative du DTA (en cours de diagnostic)
- L'entreprise titulaire du marché devra disposer de l'accréditation d'intervention en sous section 4, et avoir le personnel habilité pour les interventions sur l'amiante en sous section 4.
- L'entreprise devra au préalable sur d'autres chantiers avoir réalisé des chantiers tests valides pour les types d'interventions qu'elle réalisera sur ce chantier
- L'entreprise en charge des travaux sur les matériaux amiantés devra prendre connaissance du PGC annexe, et respectera l'ensemble des prescriptions décrites dans le Décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Dans le cadre des opérations susceptibles d'exposer son personnel aux poussières de plomb, elle devra impérativement prendre les précautions précisées dans le pgc et fournir un mode opératoire détaillé de ses interventions.
- Les revêtements en peinture sont supposés contenant du plomb en teneur nécessitant des précautions pour les opérateurs, en l'attente du diagnostic plomb qui sera joint au dossier de consultation dès que possible.

3.6 NETTOYAGE DE CHANTIER – ENVIRONNEMENT – PROTECTION DES PERSONNES

Nettoyage de chantier

- L'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé.
- L'entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le MOE ou à la décharge publique.
- L'entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et la remise en état des installations qu'ils a salies ou détériorées.
- L'entreprise a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges publiques, au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Protection des biens et de l'environnement

- L'entreprise prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute dégradation des voiries, édifices, biens et de l'ouvrage jusqu'à la réception sans réserve des travaux.
- L'entreprise doit toutes les dispositions et sujétions relatives à la protection de l'environnement. En cas d'atteinte à l'environnement ou de dégradation, l'entreprise supporte tous les frais de nettoyage, dépollution et remise en état.
- L'entreprise doit la réfection à l'identique de toutes les parties de voies, édifices publics ou privés

endommagés par suite de l'exécution des travaux.

- L'entreprise doit la réfection dans les règles de l'art de toute partie de l'ouvrage objet du présent marché endommagée par suite de l'exécution des travaux.

Protection des personnes

- L'entreprise doit assurer la sécurité des biens et des personnes conformément à la réglementation en vigueur, aux directives de la CARSAT, de l'OPPBTP. Toutes les sujétions qui en découlent sont réputées incluses dans les prix.
- L'entreprise rédige un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) conforme aux directives ci-dessus et le soumettre à l'avis des organismes concernés par la sécurité et la santé au travail.

D'une manière générale, toute disposition visant à éviter tout affaissement, mouvement, désordre des ouvrages mais également la chute de matériel, du personnel sera à prévoir à ses frais. Tous ces matériels et dispositifs relèvent de l'entière responsabilité de l'entreprise.

3.7 ÉVACUATION DES DÉCHETS

Chaque entrepreneur procède au tri de ses déchets de construction et se charge de leur évacuation. La location des bennes, l'enlèvement et le transport sur les sites susceptibles de recevoir les déchets, sont à la charge de l'entreprise.

3.8 CAROTTAGE

Les carottages et réservations seront effectués par le présent lot. L'entrepreneur traitera également les demandes de réservations des autres lots.

3.9 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

Les prestations à la charge du titulaire comprendront implicitement :

- Le transport et l'amenée à pied d'œuvre de tous les matériaux, produits et matériels nécessaires à la réalisation des travaux.
- Les échafaudages et plates-formes pour travaux en hauteur.
- Les démolitions de toutes natures et enlèvement vers les décharges spécialisées.
- Tous travaux de serrurerie, métallerie, menuiseries intérieures & extérieures, mobilier, signalisation de repérage.
- Le nettoyage des ouvrages pour la livraison et la réception.
- Toutes autres prestations et fournitures accessoires nécessaires à la finition complète et parfaite des ouvrages du présent lot.

3.10 OPÉRATIONS PRÉALABLES À LA RÉCEPTION.

Ces dispositions porteront sur la reconnaissance des ouvrages exécutés, les épreuves et essais.

En tout état de cause, la réception ne pourra être prononcée si la sécurité des intervenants ne peut être assurée ou si les installations ne sont pas exploitables.

3.11 ESSAIS ET RÉCEPTIONS

Autocontrôles

Préalablement à la réception des installations, l'entreprise réalisera les essais de tous les équipements mis en œuvre et fournira ses autocontrôles justifiant le fonctionnement des appareils et des installations mis en œuvre, conformément à la demande.

La transmission des installations Fourniture d'un carnet d'autocontrôles fonctionnement justifiant le bon fonctionnement des installations.

Réception des installations

La réception des installations aura pour but d'évaluer la conformité des travaux réalisés en accord avec les spécifications techniques, règles de l'art et normes en vigueur.

Cette réception sera effectuée en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant et fera l'objet d'un PV de réception des installations.

L'ensemble des travaux effectués seront contrôlés :

- Cheminements ajoutés et réutilisés
- Quantitatifs installés
- Respect des spécifications de pose et de raccordement
- Conformité des restitutions coupe-feu
- Installations au regard de la réglementation
- Dossier des ouvrages exécutés
- Repérage durable de l'installation
- Transmission des installations et formation du personnel en charge de sa maintenance

3.12 LEVÉE DE RÉSERVES ET GPA

Lors de l'émission du PV de réception, un délai de levée des réserves constatées sera défini.

Une visite de levée de réserve aura lieu en présence du Maître d'Ouvrage ou de son représentant afin de constater l'achèvement complet des travaux.

Après émission du rapport final des organismes de contrôle, au PV de réception du Maître d'œuvre, tous les travaux nécessaires et complémentaires à la levée des réserves seront à la charge du titulaire.

Il est rappelé que l'obligation de résultat de l'entrepreneur (principal ou sous-traitant, article 1147 du code civil) persiste pour les désordres réservés jusqu'à la levée des réserves, même après l'expiration de la garantie de parfait achèvement

4 TRAVAUX PRÉPARATOIRES

4.1 PRÉPARATION DE CHANTIER :

Préalablement à toute intervention, l'entreprise procédera à un constat contradictoire portant sur l'état des bâtiments et aménagements. À ce constat sera annexé un reportage photographique permettant d'en visualiser l'état. Toutes les dégradations constatées après intervention du présent lot seront réparées par, ou à la charge du présent lot.

Également, l'entreprise sera tenue de réaliser l'ensemble des repérages nécessaires permettant de réaliser ses ouvrages, comprenant les opérations de manutention et mesures conservatoires :

- Consignation installations existantes, signalisation et balisage
- Repérage des installations
- Organisation des travaux, manutention et mesures conservatoires

4.2 INSTALLATION D'UNE BASE VIE

Le stockage des fournitures se fera aux risques et périls de l'entreprise et sur des zones définies par l'établissement. La possibilité de l'utilisation des sanitaires de l'établissement par les ouvriers impose à l'entrepreneur la nécessité de veiller à ce que les sanitaires ne subissent pas de détérioration ou ne soient pas salis anormalement par le personnel de l'entreprise.

La base vie sera installée par le lot 1, de ce fait, à ce jour et sauf avis contraire au démarrage des travaux, l'entreprise prévoira la mise en place d'un volume de stockage et d'une benne à gravats.

4.3 ÉTUDES D'EXÉCUTION :

Pendant la période de préparation et avant toute mise en œuvre et fabrication, l'entreprise fournira son dossier d'exécution complet incluant les plans et documents d'exécution nécessaires à la réalisation des travaux, afin de recevoir l'approbation de l'équipe de Maitrise d'Œuvre et de la Maitrise d'Ouvrage.

L'acceptation par le Maître de l'Ouvrage du projet présenté, ainsi que de tous les calculs et dessins graphiques s'y rattachant, ne diminue en rien la responsabilité de l'Entrepreneur, qui reste soumis à une obligation de résultat. L'entrepreneur contrôlera les cotes exactes en situation et sera tenu d'adapter ses ouvrages en conséquence après signalement au Maître d'Œuvre.

Le dossier d'exécution devra être fourni dans son intégralité pendant la période de préparation.

L'entreprise proposera un planning d'intervention détaillé en accord avec le phasage des travaux défini.

4.4 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS DOE COMPLET YC FORMATION / TRANSMISSION DES INSTALLATIONS

2 semaines avant les OPR, l'entreprise fournira le DOE récapitulant l'ensemble des ouvrages mis en œuvre et les plans de recollement des nouveaux réseaux en 3 exemplaires papier + 1 version sur clé USB. Ce dossier sera préalablement transmis au MOE pour validation avant envoi au MOA.

Il comprendra tous les éléments nécessaires à la bonne compréhension de l'installation, son utilisation, sa maintenance et son évolution future, à minima :

- Plans complets des installations aux formats .pdf et .dwg
- Procès-verbal de classement au feu des matériaux
- Fiches techniques des équipements installés
- Notices d'entretien
- Notes et calculs techniques
- Notice de transmission des installations

4.5 NETTOYAGE QUOTIDIEN DU CHANTIER COMPRIS ÉVACUATION DES DÉCHETS

Le nettoyage des ouvrages sera réalisé à l'issue de chaque prestation / zone d'intervention.

Le nettoyage intérieur, concerne (liste non limitative) :

- L'ensemble des menuiseries extérieures et intérieures,
- L'ensemble des vitres
- L'ensemble des sols
- Les revêtements verticaux y compris la faïence,
- La quincaillerie : bouton de portes, béquilles, etc...,
- L'appareillage électrique,

NOTA IMPORTANT :

Si le nettoyage est jugé insuffisant lors de la réception de l'ouvrage, le Maître d'œuvre pourra, s'il juge nécessaire, faire réaliser les travaux complémentaires de nettoyage par une entreprise spécialisée et ce, à la charge exclusive de l'entreprise titulaire du présent lot.

4.6 CONSTAT CONTRADICTOIRE

L'entreprise devra la réalisation d'un constat contradictoire avant travaux et après travaux. Il permettra d'établir l'état des lieux et son évolution.

5 DESCRIPTION DES OUVRAGES

5.1 DÉCONNEXION/NEUTRALISATION/DÉPOSE

- Les études, dessins d'exécution et de détail des ouvrages.
- La fourniture des matériaux constituant les ouvrages décrits.
- La fabrication en atelier, le transport à pied d'œuvre, le stockage, la pose, le réglage et l'ajustage des ouvrages prescrits au présent document.
- La fourniture des pattes à scellement.
- La fourniture et pose des chevilles, douilles auto-foreuses, écrous auto cassants, et autres systèmes de fixation ainsi que des taquets de calage.
- Les scellements au pistolet et les soudages des fixations nécessaires.
- La fourniture des parcloles.
- La fourniture en profilés élastomères nécessaires à la pose des vitrages.
- Le traitement antirouille ou de surface des métaux, la protection provisoire des ouvrages livrés finis sur le chantier.
- La fourniture et pose des joints plastiques destinés à assurer l'étanchéité entre la structure de façade et les ouvrages décrits au présent document
- Le réglage et l'ajustage des ouvrages aux jeux prescrits.
- La fourniture et pose des quincailleries, y compris les huilages et graissages nécessaires.
- Le contrôle du bon fonctionnement des ouvrants avant la réception

5.2 FOURNITURE ET POSE DE GARDE-CORPS ET MAINS COURANTES

L'entreprise assurera la dépose et l'évacuation avec soin des mains courantes et garde-corps existants le long des murs et escaliers.

Elle assurera après réfection des parois, la fourniture, pose et fixation (murale sur platine ou poteaux scellés) de mains courantes et garde-corps métalliques en acier à peindre – de diamètre 42mm :

- De part et d'autre des escaliers + une centrale dès lors que l'escalier dispose d'une largeur supérieure à 1.20m
- Elles seront toutes prolongées horizontalement de la longueur d'une marche et/ou giron supplémentaire en pied et en haut de l'escalier. Le tout sans créer d'obstacle à la circulation.
- Hauteurs comprises entre 0.80m & 1.00m du sol
- Garde-corps acier prémonté en usine et ajustement sur place
 - Main courante murale, acier diamètre 42,4 mm pour une excellente ergonomie.
 - Garde-corps acier 4 barres avec poteaux design pour terrasse, escalier, balcon...
 - Matière : Inox 304 brossé grain 220
 - Finition : Brossé : aspect satiné mat
 - Possibilité de pose : Sur le dessus – française
 - Support de main courante : Conique orientable, esthétique et robuste
 - Hauteur avec main courante : 1010 mm - 1,01 mètre
 - Type de main courante : Ronde diamètre 42,4 mm – ergonomique
 - Type de poteaux : Ronds diamètre 42,4 mm
 - Remplissage : barres diamètre 12 mm
 - Résistance à la corrosion : Excellente à l'intérieur comme à l'extérieur
 - Entraxe maxi entre poteaux : 1500 mm - 1,5 mètre
 - Platine d'ancrage : Rectangulaire 70 x 130 mm, 4 trous de fixation pour \varnothing 8 mm
 - Supports de barres : Orientables à 360° avec verrouillage
 - Conformité garde-corps : Conforme aux normes NF-P01 012 et NF-P01 013



- Réglementation construction : Respecte la norme NF-P01 012 pour une hauteur de chute inférieure ou égale à 1 mètre
- Les garde-corps et mains courantes existants pourront être conservés et mis en conformité.
- Pour l'ensemble des escaliers de la zone ERP les mains courantes devront être continues
- ↳ Localisation : Selon plans
- Escaliers A x5
- Escaliers B x4
- Escaliers C x3
- Escaliers D x2

5.3 CRÉATION DE SAS DE SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA POUSSIÈRE

L'objectif du SAS est de travailler de façon isolée, en sécurité, et de protéger les environnants.

- L'entreprise installera plusieurs sas de protection barreaudés afin d'assurer la sécurité des ouvriers et des tiers à la demande des différents lots (au moins un mois à l'avance), en fonction du planning défini en réunion de chantier incluant tous accessoires de mise en œuvre et de fixation, y compris platine soudée pour la mise en œuvre de la serrure. Ce sas sera sur mesure et comprendra une porte baraudée et une ou plusieurs serrures renforcées type Dény 46287. Les variétés de serrures seront selon l'organisation de l'établissement.
- Les éléments des sas pourront être récupérés au cours du chantier pour les montages qui suivront.

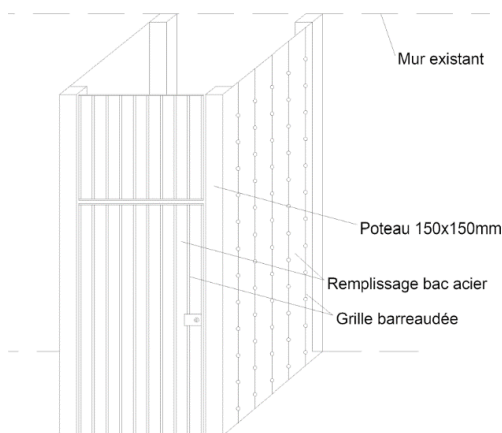
Serrure « type Fresnes »



Les sas seront montés de la façon suivante : feuille d'acier plié ou OSB épaisseur 22mm munis de poteaux 80x80mm.

Les sas seront rigides, toute hauteur (2,5m mini) et fermés en partie haute afin d'éviter toute intrusion d'objet et de protéger les locaux contre les poussières. Au plafond, en fonction de l'implantation, un polyane pourra être suffisant.

L'entreprise prévoira 4 sas utilisés de façon simultanée et prévoira une porte et serrure de chaque côté du sas dans certains cas.



↳ Localisation : Selon interventions

5.4 PORTES – HUISSERIES

Caractéristiques dimensionnelles des portes desservant chambres adaptées et services collectifs Largeur de passage mini de 0,80m La poignée de porte côté circulation doit être facilement préhensible, son extrémité doit être située à 0,4m au moins d'un angle de paroi et de tout obstacle à l'approche d'un fauteuil roulant.

5.4.1 BLOC PORTE RIEP

L'entreprise installera un bloc porte à cheviller de type RIEP

Équipement de sécurité blocs portes « SEP-RIEP »

- Bloc porte à cheviller
- Fixation avec écrou autocassant
- Bloc porte pour cellule.
- Huisserie métallique épaisseur 20/10e.
- 2 verrous en applique haut et bas (cellules)
- Porte en contre-plaqué épaisseur 39mm.
- Renforts métalliques latéraux d'épaisseur 20/10e.
- Fournie avec poigne métallique et œilleton (cellules).
- Serrure non fournie : la serrure existante devra être réinstallée, comprenant ainsi tous travaux d'adaptation
- Finition peinture poudre Epoxy pour les parties métalliques selon RAL indiqué.
- Utilisation intérieure

↳ Localisation (Cf plans et tableau de portes)

- Attente Fouille PMR P3
- Cellule de détention x 4 (RDC bat A) P15-16-17-18
- Cellules de détention x 2 (RDC bat B) P19-20



5.4.2 MENUISERIE INTÉRIEURE BOIS

L'entreprise fournira et installera un bloc-porte intérieur à haute performance et robustesse. L'ensemble des fournitures devra être de marque reconnue et professionnelle, excluant les produits d'entrée de gamme.

Caractéristiques Minimales :

- Bloc-porte à âme pleine Isoplane ou Postformé massif, à recouvrement, avec parements garantissant une très bonne résistance aux chocs (classe d'usage sévère)
- Huisserie métallique en tôle d'acier pré-peinte galvanisée à sceller ou à fixer sur cloison ou huisserie en bois massif ou lamellé-collé et traitée contre l'humidité.
- Vantail : Porte pleine, un vantail.
- Ferrage : 3 ou 4 paumelles à souder réglables pour huisserie métallique ou paumelles doubles à bouts ronds en acier zingué diamètre 16 mm minimum.
- Serrure à mortaiser de sûreté à cylindre européen, avec pêne dormant et demi-tour. Le cylindre sera de profil européen, anti-perçage et anti-crochetage (livré avec clés par serrure), ou reconduction de la serrure existante (au choix du maître d'ouvrage)
- Quincaillerie (ensemble béquille/béquille ou béquille/bouton) sur plaque ou rosace en inox brossé ou aluminium anodisé fixée par traversage du vantail.
- Finition des parements lisse à peindre (pré-imprégnée en usine).
- L'Entrepreneur devra soumettre pour approbation la fiche technique détaillée du bloc-porte et de la serrurerie proposés avant toute commande.

↳ Localisation (Cf plans et tableau de portes)

- Attente Sortie détenus P1
- Fouille PMR P2
- Attente Sortie détenus P4
- Parloir avocat PMR P5

- Box parloirs P6-6A
- Sanitaires parloirs famille P7
- SAS Sortie famille (Services généraux) P8
- Sanitaires Locaux sociaux éducatifs P10
- Vestiaire et Sanitaires salles polyvalente et musculation P11-12
- Attente 1 détenus P13
- Unité Sanitaire P14

5.4.3 MENUISERIE INTÉRIEURE BOIS DOUBLE ACTION

L'entreprise installera un bloc porte double intérieur plein de type va-et-vient hydrofuge adapté au milieu humide.

Caractéristiques :

- Dimensions : 0,73 x 1m de ht.
- Finition à peindre
- Huisserie en profilé d'acier inoxydable, qualité 304L, épaisseur 15/10ème, coupe d'onglet, fixations cachées, avec pièces de jonction et profils à recouvrement pour cloison, ou posée en embrasure sur maçonnerie avec calfeutrement par couvre-joint adapté au bloc-porte sur les 2 parements,
- Vantail à âme pleine d'épaisseur 40mm, revêtus d'un placage sur 2 faces
- Ferrage par charnières inox double action pour porte va-et-vient, avec système de renvoi automatique des vantaux
- Compris tous accessoires de mise en œuvre
- Localisation : Cellules PMR

5.4.4 INVERSION DU SENS D'OUVERTURE D'UNE PORTE

Dépose de la porte et des éléments associés :

- Dépose soignée de la porte existante et des ferrures (paumelles, charnières, gâche).
- Conservation de la porte et des éléments pour réinstallation si réutilisation prévue.

Préparation du bâti :

- Adaptation du bâti existant pour l'inversion du sens d'ouverture.
- Rebouchage et finition des éventuels trous ou fissures résultant de la dépose des éléments.

Réinstallation de la porte :

- Fixation des ferrures au nouvel emplacement (paumelles, gâche, charnières).
- Vérification de l'alignement et des jeux pour garantir une ouverture fluide et sans frottement.

Pose de la quincaillerie :

- Repositionnement de la serrure et des poignées.
- Ajustement de la gâche au bâti.

Finitions :

- Application d'une peinture ou d'un traitement sur les zones impactées pour uniformiser l'esthétique.
- Nettoyage des lieux en fin de chantier.

📍 Localisation (Cf plans et tableau de portes)

- Bâtiment famille P1

5.4.5 SERRURE DENY

L'entreprise installera une serrure de type DENY 46287 ou équivalent au choix du maître d'ouvrage.

- Serrure en applique renforcée à pêne dormant

- Niveau 4
- Résistance 50KN
- Avec gâche et accessoires tels que poignée / poignée gâche ; plaque ou platine semelle de fixation, plaque de protection anti-arrachement,
↳ Localisation : Selon plans et tableau de portes
- Attente sortie détenus
- Sas familles



5.4.6 MISE EN ŒUVRE D'UNE POIGNÉE DE FENÊTRE À 1,30 M

Modification et mise en œuvre

Démontage de la poignée existante si nécessaire.

Fourniture et pose d'une nouvelle poignée ergonomique, adaptée aux normes d'accessibilité PMR.

Repositionnement de la poignée à une hauteur de 1,30 m du sol fini (SFF), mesurée depuis l'axe central de la poignée.

Vérification de la compatibilité avec le mécanisme d'ouverture existant (battant, oscillo-battant, etc.) et adaptation si besoin.

Matériaux et ergonomie

Poignée en matériau robuste et résistant à la corrosion (acier inoxydable, aluminium anodisé ou équivalent).

Finition antidérapante pour une prise en main aisée.

Couleur contrastée par rapport au cadre de la fenêtre pour garantir la visibilité (si applicable).

Hauteur d'installation

Hauteur exacte de 1,30 m du sol fini, mesurée jusqu'à l'axe central de la poignée, pour garantir l'accessibilité des utilisateurs en fauteuil roulant.

↳ Localisation : Selon plans et tableau de portes

- Cellule de détention x 4 (RDC bat A)
- Cellules de détention x 2 (RDC bat B)

5.4.7 ŒILLETONS DE SÉCURITÉ

L'entreprise prévoira la fourniture et la pose de bloc d'œilletons de sécurité RIEP sur les portes RIEP.

↳ Localisation : Selon plans et tableau de portes

5.5 DIVERS

5.5.1 DÉPOSE ET REPOSE DES BOÎTES AUX LETTRES À 1.3M

L'entreprise déposera avec soins les boîtes aux lettres et les reposera à 1.3m.

↳ Localisation : Selon plans

- Circulation Bat A
- Circulation Bat B

5.5.2 TABLETTE RABATTABLE

L'entreprise assurera la fourniture et la mise en place d'une tablette bois rabattable PMR

60cmx30cmx70cm (vide inférieur)

↳ Localisation : Selon plans

- Bureau fouille
- Greffe

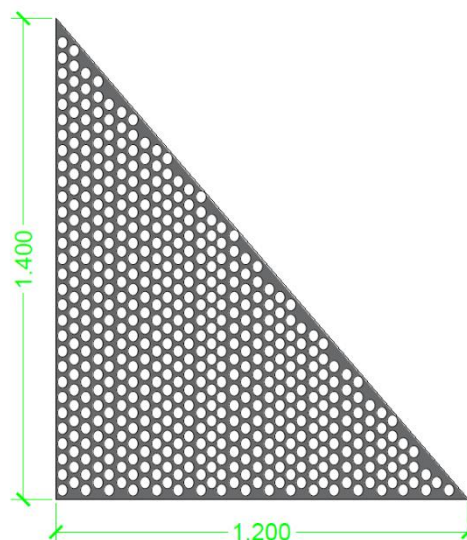
5.6 FOURNITURE, FIXATION DE PARAVENT PERFORÉ RIEP OU ÉQUIVALENT

Les paravents auront pour fonction de garantir la confidentialité visuelle tout en assurant une ventilation efficace et en répondant aux normes de sécurité en vigueur dans les établissements pénitentiaires.

- Les paravents doivent être en acier galvanisé, résistant à la corrosion et conforme aux normes en vigueur (ex. : EN 10346).
- Les panneaux perforés doivent garantir une transparence visuelle limitée tout en permettant une ventilation naturelle.
- Cadre, toute hauteur de section : 50 mm X 20 mm.
- Les perforations doivent respecter un diamètre uniforme de 3 à 5 mm, avec une densité optimisée pour la ventilation.
- Finition par thermolaquage polyester ou peinture époxy, teinte selon le nuancier RAL fourni par le maître d'ouvrage.
- Épaisseur minimale du métal : 2 mm.
- Dimensions standards des panneaux : 1400 mm x 1200 mm (Voir plan de détail).
- Possibilité d'adaptation sur site pour ajuster les dimensions si nécessaire.
- Les fixations doivent être anti-vandalisme et adaptées à un environnement pénitentiaire (vis inviolables, ancrages renforcés, etc.).
- Le système de fixation doit garantir une solidité mécanique suffisante pour éviter tout arrachement volontaire.
- Utilisation d'entretoises ou de supports rigides si nécessaire pour garantir la stabilité structurelle.
- Les paravents et fixations doivent être livrés sur site, avec un emballage garantissant la protection des matériaux pendant le transport et le stockage.
- Les paravents seront posés conformément aux plans fournis par le maître d'œuvre.
- Les travaux doivent être réalisés dans le respect des normes de sécurité en vigueur dans les centres de détention (accréditations nécessaires pour le personnel intervenant sur site).
- Un soin particulier sera apporté à l'alignement, à la fixation et à la qualité des finitions.
- Après la pose, le prestataire devra procéder au nettoyage des paravents et des zones environnantes.

📍 Localisation : Selon plans

- Cellule de détention x 4 (RDC bat A)
- Cellules de détention x 2 (RDC bat B)



6 MOBILIER

6.1 MOBILIER DE LITS

L'entreprise installera dans les cellules modifiées des lits pénitentiaire simples adaptés PMR.

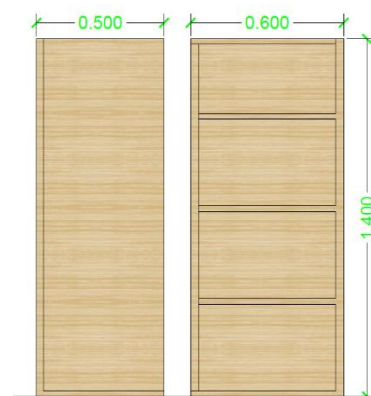
- Lit métallique, structure tube acier 35 x 35 mm et sommier en tôle galvanisée 20/10 e perfore.
- Lit pénitentiaire simple PMR L.1985 x l.801 x H.655 mm
- Assemblages par Écrous indémontables.
- Pattes de fixation au sol et au mur.
- Peinture poudre Epoxy cuite au four
- ↳ Localisation : Selon plans
- Cellule de détention x 4 (RDC bat A)
- Cellules de détention x 2 (RDC bat B)



Mobilier armoires rgt

L'entreprise installera dans les cellules modifiées des armoire RGT

- Mobilier de détention armoires PMR
- Monobloc livré monté, en MDF mélaminé de 19 mm.
- Intérieur en aggloméré mélaminé et piétement métallique.
- L.600 x P.500 x H.1400 mm
- ↳ Localisation : Selon plans
- Cellule de détention x 4 (RDC bat A)
- Cellules de détention x 2 (RDC bat B0)



Armoire

6.2 MOBILIER BUREAU SUR MESURE

L'entreprise installera dans les cellules modifiées des bureaux sur mesure adaptés PMR. Ils seront fixés avec des équerres.

- Mobilier de détention bureau
- Intérieur en aggloméré mélaminé et équerre métallique.
- Mesure : Voir détails (Profondeur 800mm)
- ↳ Localisation : Selon plans
- Cellule de détention x 4 (RDC bat A)
- Cellules de détention x 2 (RDC bat B0)

6.3 BULLE MIROIR D'ANGLE

L'entreprise prévoira la fourniture, fixation murale de bulle miroir d'angle dans les cellules à adapter : RSPRO, SETON ou équivalent IK10.

- ↳ Localisation : Selon plans
- Cellule de détention x 4 (RDC bat A)
- Cellules de détention x 2 (RDC bat B)



7 SIGNALISATION DE REPÉRAGE ET BANDE D'ÉVEIL À LA VIGILANCE

7.1 SIGNALISATION DE REPÉRAGE NEZ DE MARCHE ET CONTREMARCHE DE LA 1ERE ET DERNIÈRE MARCHE

La première et la dernière marche de chaque volée d'escalier seront pourvues d'une contremarche d'une hauteur minimale de 0,10 m visuellement contrastée par rapport au support.

Les nez de marche seront positionnés et fixé sur chacune des marches de l'escalier. Ils seront d'une couleur différente (grise, par exemple) pour réaliser un contraste visible minimum de 30 % et assurant la sécurité des utilisateurs.

L'entreprise installera des nez de marches en aluminium brut avec gaufrage armé antidérapant à visser.

↳ Localisation (Cf plans)

- Escaliers A x5, Escaliers B x4, Escaliers C x3, Escaliers D x2



7.2 BANDE D'APPEL A VIGILANCE

Les bandes d'éveil à la vigilance seront positionnées à un giron de marche, de la première marche sur les paliers. Elles seront sous forme de clous podotactiles inox plat sans tige à fixer sur le revêtement existant. Les longueurs des bandes d'éveil couvrent la largeur de l'embranchement. L'usage d'un gabarit sera nécessaire pour respecter les dimensions & l'espacement entre chaque clou.

L'entreprise installera des bandes d'éveil à la vigilance en inox

- Dalle podotactile à visser dimensions 412 x 600 mm
- Plaque inox percée de 5 trous, fixation par vissage
- BEV antidérapante

↳ Localisation (Cf plans)

- Accès à l'établissement (extérieurs)
- Escaliers A x5, Escaliers B x4, Escaliers C x3, Escaliers D x2



7.3 FOURNITURE ET POSE DE BANDES DE SIGNALISATION SUR ESCALIERS

La présente prestation concerne la fourniture et la pose de bandes de signalisation des escaliers dans le but d'assurer la sécurité des usagers conformément aux normes en vigueur, notamment pour les personnes à mobilité réduite et malvoyantes.

Caractéristiques techniques des bandes de signalisation

Les bandes de signalisation doivent respecter les exigences suivantes :

- Matériau : Antidérapant, résistant à l'usure, à l'humidité et aux variations de température.
- Dimensions : Largeur minimale de 5 cm et longueur adaptée à la largeur de chaque marche, avec un débord maximum de 1 cm sur les côtés.
- Couleur : Contraste visuel élevé par rapport au revêtement de l'escalier (ex. : jaune ou blanc pour un escalier foncé).
- Adhésif ou fixation : Doit garantir une tenue efficace et durable sur le support.

Préparation des surfaces

Avant la pose des bandes, les surfaces de l'escalier doivent être préparées comme suit :

- Nettoyage et dégraissage de l'escalier pour assurer une adhérence optimale.
- Réparation éventuelle des fissures ou irrégularités présentes sur l'escalier.

Pose des bandes

La pose des bandes de signalisation doit respecter les consignes suivantes :

- Les bandes doivent être positionnées à un maximum de 2.2m de hauteur.
- Une pression uniforme doit être exercée lors de la pose pour garantir une parfaite adhésion.

- Les bandes doivent être posées sur chaque escalier de manière continue, sans bulles ni plis.
- Vérification de l'alignement pour garantir un rendu esthétique et homogène

↳ Localisation (Cf plans)

↳ Escaliers A x5, Escaliers B x4, Escaliers C x3, Escaliers D x2

7.4 MISE EN ŒUVRE DE BANDES DE GUIDAGE

Les bandes ont pour vocation d'orienter et de sécuriser les déplacements des détenus, en particulier ceux en situation de handicap visuel.

La prestation consiste en la fourniture, la pose et la fixation de bandes de guidage selon les spécifications techniques suivantes :

- Types de bandes : Bandes podotactiles de guidage et de signalisation pour personnes déficientes visuelles.
- Emplacement : Les bandes seront installées dans les couloirs, les salles communes, les sorties, les points de danger, et autres zones de circulation importantes.
- Dimensions des bandes : Les bandes doivent avoir une largeur standard de 40 à 50 mm, selon les normes en vigueur.
- Matériaux : Les bandes seront en matériaux antidérapants, résistants aux passages fréquents et aux contraintes d'un environnement pénitentiaire (ex. : acier inoxydable, plastique haute résistance, caoutchouc dur, etc.).
- Couleur : Les bandes doivent être de couleur contrastée par rapport au sol (par exemple, jaune, noir, ou orange), pour garantir une visibilité maximale.
- Fixation : Les bandes doivent être fixées de manière solide et durable, soit par collage, soit par des systèmes mécaniques adaptés aux supports (sols en béton, carrelage, etc.).
- Préparation du site : Avant toute installation, l'ensemble des surfaces devant accueillir les bandes de guidage doit être nettoyé et préparé (suppression des salissures, réparations éventuelles du sol).
- Pose des bandes : Les bandes seront posées de manière continue et uniforme, en respectant les alignements et les distances recommandées entre les éléments.
- Bandes de guidage : Posées au sol, parallèlement au sens de circulation, à une distance appropriée des bords de couloir ou des obstacles.
- Bandes d'éveil de vigilance : Posées à l'entrée des zones à risque (escaliers, sorties, etc.), perpendiculairement à la direction de la circulation.
- Contrôles de qualité : Après installation, un contrôle de conformité sera effectué pour vérifier le respect des normes et des dimensions, ainsi que la solidité de l'adhésion des bandes au sol.

↳ Localisation (Cf plans)

- Accès à l'établissement (extérieurs)
- Bâtiment famille

7.5 NETTOYAGE AU FIL DE L'EAU

Le nettoyage des ouvrages sera réalisé au fur et à mesure de l'avancement des travaux et concernera l'intégralité de la zone d'intervention (liste non limitative) :

- L'ensemble des menuiseries intérieures, extérieures et quincaillerie
- L'ensemble des sols et leurs plinthes
- Les revêtements verticaux y compris la faïence
- Les appareils sanitaires et leur robinetterie
- Les appareillages électriques

Si le nettoyage est jugé insuffisant lors de la réception de l'ouvrage, le Maître d'œuvre pourra, s'il juge nécessaire, faire réaliser les travaux complémentaires de nettoyage par une entreprise spécialisée et ce, à la charge exclusive de l'entreprise titulaire du présent lot.